



L'attaque sur les retraites : La bataille continue

## Pour en finir avec la sarkozie, le pouvoir aux ouvriers !



Claude Platiau/Reuters

Manif syndicale devant le Sénat à Paris, le 20 octobre. Il faut faire sentir la force des travailleurs en grève générale pour bloquer l'économie capitaliste et battre l'offensive anti-ouvrière de Sarkozy.

### Il faut construire un parti ouvrier léniniste et trotskiste

PARIS, 26 octobre – Dans la dernière semaine, le conflit sur la loi de « réforme » des retraites du gouvernement de droite s'est durci. Le mardi, 19 octobre, quelques 3,5 million de personnes ont répondu de nouveau à l'appel des syndicats avec des grèves et mobilisations autour de la France. C'était la sixième journée d'action dans les dernières sept semaines. Dans certaines villes comme Toulouse, il y avait des manifestations records. Au même temps, les effets de la grève des raffineries françaises et des blocages des dépôts pétroliers commencent à se faire sentir. Malgré les importations de 100.000 tonnes de carburant par jour par le gouvernement, un tiers des 12.000 stations-service du pays sont à sec. Et tandis que le trafic de trains de voyageurs a été réduit à moitié à cause des grèves sur la SNCF, le transport ferroviaire de marchandises a été réduit par 90 pour cent alors que des « opérations escargot » appelées par les syndicats de camionneurs ont causé d'énormes embouteillages sur les grands axes routiers. En conséquence, un certain nombre de secteurs

industriels importants sont à court d'approvisionnement. Pourtant, une majorité écrasante de la population soutient toujours les grèves et manifestations.

La réponse du président Nicolas Sarkozy a été de faire claquer le fouet. Répondant aux ordres du gouvernement, le Sénat a mis fin au débat sur la « réforme » des retraites, juste au moment que l'opposition des partis communiste et socialiste était en train de présenter des amendements. Son adoption le vendredi soir 22 octobre était acquiescément, compte tenu de la majorité présidentielle de Sarkozy dans les deux chambres. La loi définitive, après l'unification des deux versions par une commission mixte du Sénat et de l'Assemblée nationale, peut être voté dès aujourd'hui. Pendant qu'il ordonne le passage en force du projet de loi par le parlement, le gouvernement envoie les CRS pour enlever les blocages des grévistes devant les dépôts de carburant. À la raffinerie pétrolière de Grandpuits, à environ 100 km. de Paris, le préfet a réquisitionné les grévistes afin de remplir les

camions-citernes du combustible. Le vendredi matin, 22 octobre, des gendarmes mobiles ont attaqué les piquets de grève, blessant trois grévistes. Ensuite, quand un tribunal administratif suspendait l'arrêté, jugeant qu'il avait « porté une atteinte grave et manifestement illégale au droit de grève », le préfet a tout simplement pris un deuxième arrêté de réquisition. Pourtant, tandis que les stocks de carburant se réduisent, la raffinerie en grève ne produit rien pour les remplacer.

C'est la première fois depuis la grève générale de 1968 que l'ensemble des raffineries de France ont arrêté la production. En plus, les importations de pétrole dans les ports méditerranéens de Marseille et Fos-sur-Mer ont été interrompues depuis que les dockers se sont mis en grève fin septembre pour combattre les plans de privatisation du gouvernement qui menacent leurs emplois. (Au même temps, les éboueurs de Marseille étaient en grève pendant deux semaines.) Les automobilistes consultent désespérément des sites Internet à la recherche de stations qui ont encore du carburant.

Néanmoins, malgré les inconvénients, le soutien du public reste forte: une enquête réalisée le 23 octobre montrait une étonnante 69 pour cent en faveur des grèves et des mobilisations, même au lendemain de l'approbation de la loi par le Sénat. Les travailleurs français comprennent que la « réforme » des retraites est une attaque frontale sur leur niveau de vie, et même leur mode de vie. La grande majorité ont fini par détester Sarkozy pour ses actions arrogantes, son traitement dédaigneux de l'opposition parlementaire, sa répression brutale, sa complaisance envers les riches et son mépris des gens ordinaires. Une des photos les plus expressives de la semaine dernière montrait une pancarte dans une manifestation de lycéens qui proclamait, « Halte au mépris. » Une autre se lisait: « Regarde bien ta Rolex, c'est l'heure de la révolte ! »

Des millions en ont assez de Sarkozy, et ce *ras-le-bol* est un facteur majeur qui alimentent les manifestations. Pen-



Laurent Cipriani/AP

**Gendarmes détiennent un jeune dans une manifestation contre la loi des retraites à Lyon, 19 octobre. Il faut demander la libération inconditionnelle de tous les arrêtés lors des manifs et l'annulation de toutes les inculpations.**

dant l'été, il y eu un énorme scandale parce que son ministre du Travail, Eric Woerth, avait proposé Liliane Bettencourt, héritière de la fortune L'Oréal et la deuxième personne plus riche de France, pour la Légion d'honneur au moment où elle a été attrapé (sur une enregistrement par un domestique !) discutant avec ses conseillers financiers sur comment éviter une centaine millions de euros en impôts en canalisant l'argent aux banques suisses. Au même temps, elle faisait des paiements illégaux à des politiciens importants, notamment du parti de Sarkozy, l'UMP. Alors, parmi les principaux conseillers financiers de Bettencourt il y avait ... l'épouse de Woerth, tandis que le ministre du Travail lui-même a été trésorier de l'UMP et organisateur de ses dîners trimestriels avec ses amis argentés dans l'élégant Hôtel Bristol (trois étoiles dans le Guide Michelin). Cela n'a pas empêché le président de mandater Woerth pour présenter et défendre la loi sur les retraites au Parlement. Tout le monde pouvait voir que Sarkozy épaulait les riches tout en volant les retraites des travailleurs.

Selon le sondage réalisé le samedi, un 70 pour cent de la population française n'est pas satisfait de la performance de Sarkozy, le chiffre de rejet le plus élevé de tout président français depuis que le général Charles De Gaulle avait fondé la Ve République en 1958. Le *Journal du Dimanche* (25 Octobre) a publié l'enquête sous le titre « Un mouvement anti-Sarkozy ». Mais cela ne lui dérange pas tu tout. Le président se croit comme De Gaulle un « sauveur » de la nation bourgeoise contre les forces du désordre et la dissolution, et représente la bataille sur les retraites comme l'annonce de sa campagne de réélection en 2012. Il veut être connu comme ayant le « courage » d'adopter une loi impopulaire, c'est-à-dire, à contrecarrer la volonté démocratique de la majorité. Les ambitions bonapartistes de Sarkozy sont bien connus, et à bien des égards, il imite le style de Berlusconi en Italie – même si, jusqu'à présent, il lui manque les escadrons néo-fascistes et les voyous de la Lega Nord. Il voudrait se doter de ceux-ci en s'emparant de la base électorale de Jean Marie Le Pen du Front national fasciste. C'est là une des principales raisons de sa offensive « sécuritaire », et de la ré-

## L'Internationaliste

**Une revue du marxisme révolutionnaire  
pour reforcer la Quatrième Internationale**

Publication de la Ligue pour la Quatrième Internationale

Adresser correspondance à : Mundial Publications, Box  
3321, Church Street Station, New York, NY 10008, U.S.A.

Tél. : (+1-212) 460-0983 Facs. : (+1-212) 614-8711

E-mail : internationalistgroup@msn.com

Visitez notre site sur l'Internet : [www.internationalist.org](http://www.internationalist.org)

**Supplément, novembre 2010**

Imprimé par des travailleurs syndiqués

pression raciste contre les Rom et les immigrés.

De nombreux commentateurs bourgeois ont demandé, incroyables, pourquoi les lycéens sortent dans la rue et les jeunes de banlieue d'origine immigrée envahissent les quartiers élégants de centre-ville pour protester contre une loi sur les retraites, et pourquoi les mobilisations se poursuivent, même s'ils n'ont presque aucune chance de succès dans le cadre habituel de la politique parlementaire. Sarkozy a fait savoir sans équivoque qu'il ne reculera pas n'importe quoi, et avec sa « majorité présidentielle », il a les moyens pour réussir. Cette arrogance contribue en bonne partie à la haine massive

et profonde qu'il a recueilli chez les Français et parmi les travailleurs et les jeunes en particulier, comparable à celle contre le président U.S. George W. Bush pendant les dernières années de sa présidence. Mais alors que cela aurait gonflé les rangs des manifestants, et contribué à expliquer pourquoi les semaines de mobilisations et de perturbations à cause des grèves n'ont diminué en rien le soutien populaire pour les manifs, il a également le potentiel de saper la possibilité réelle de gagner une véritable victoire. Et pourquoi ? Parce que au lieu de mener la bataille des grèves jusqu'au bout, les réformistes (y compris la soi-disant « extrême gauche ») cherchent la sortie dans la politique électorale.

Le Parti socialiste (PS), en particulier veut canaliser la protestation aux élections de 2012. Ses dirigeants marchent, même à la tête des mobilisations, mais ils ne veulent pas qu'elles aillent « trop loin ». Et ils tergiversent sur l'essentiel quant à l'attaque de Sarkozy contre les retraites des travailleurs : ils favorisent une « réforme », seulement pas celle-là. La première secrétaire du PS, Martine Aubry, avait accepté en janvier la proposition d'élever l'âge d'entrée en retraite à 62 ans, puis a reculé dix jours plus tard, promettant de restaurer le droit à la retraite à 60 ans, si Sarkozy réussit à le relever. Elle a maintenant mis cet engagement en question encore une fois. De plus, l'un des principaux concurrents pour la candidature socialiste pour la présidentielle de 2012 est le chef du Fonds monétaire international, Dominique Strauss-Kahn. Au début d'octobre, le FMI a publié un rapport soutenant la « réforme » des retraites du gouvernement français, ce que recueillait pour « DSK » le remerciement chaleureux du ministre Woerth. Strauss-Kahn est un vrai politicien bourgeois dans ce parti ouvrier bourgeois de tendance social-démocrate, qui suit le parti « New Labour » britannique de Tony Blair dans l'abandon du soutien à la « Etat providence » et qui prend de plus en plus de distance envers le mouvement syndical. Résultat : si le PS revient au pouvoir en 2012, les travailleurs français devront travailler plus longtemps pour obtenir leur retraite, tout comme sous Sarkozy.



Dans la journée d'action à Paris, le 28 octobre.

Il y a une longue histoire en France de dirigeants réformistes qui endiguent les luttes pour ensuite, après quelques années, crier à la victoire quand on les permet à leur tour de gérer les affaires de la bourgeoisie. La grève générale de 1968 a été trahie, mais De Gaulle a fini par démissionner (tout en léguant la présidence à son premier ministre Georges Pompidou). Lorsque Mitterrand devient enfin président en 1981, ceci fut salué comme une victoire tardive pour les soixante-huitards. Mais la coalition de front populaire dirigé par le Parti socialiste refondé, en collaboration avec quelques partis bourgeois de deuxième rang comme les Radicaux de gauche, avait appuyé l'OTAN sans réserve dans sa campagne de guerre impérialiste contre l'Union soviétique, et continuait les politiques économiques *dirigistes* (avec planification « indicative » par l'État capitaliste) similaires à celles de ses prédécesseurs de droite. Plus tard, après les mobilisations de 1995 qui n'avaient que partiellement bloqué la plan de « réforme » des retraites du Premier ministre Alain Juppé, l'élection du socialiste Lionel Jospin deux ans plus tard fut de nouveau salué par les réformistes. Cependant la politique de Jospin était tout aussi « néolibérale » que celle de ses prédécesseurs et successeurs de droite, et sous le gouvernement de coalition bourgeois dirigé par le PS, la France soutenait pleinement l'OTAN en 1999 dans sa guerre contre la Yougoslavie.

Saboter les luttes dans les usines et dans la rue afin qu'ils seront vaincus et canaliser le mécontentement dans le marécage de la politique parlementaire est un des principaux objectifs des *fronts populaires*, qui enchaînent le mouvement ouvrier, ainsi que d'autres mouvements des opprimés, à des secteurs de la bourgeoisie. En 1968, le Parti communiste français voulait terminer la grève générale dans le but de promouvoir un front populaire sur un « programme commun », avec François Mitterrand comme dirigeant potentiel. Au Mexique aujourd'hui, les luttes des travailleurs de l'électricité et des mineurs contre les attaques du gouvernement de Felipe Calderón qui visent la destruction des syndicats ont été réduits à des pétitions au Congrès et des supplications à la Cour suprême. Elles sont désormais subordonnées à la campagne électorale 2012

d'un front populaire autour de Andrés Manuel López Obrador. Dans un contexte différé aux États-Unis, les organisateurs de gauche ont lié les mobilisations contre l'invasion de l'Irak au Parti démocrate par le canal d'un « mouvement anti-guerre » front-populiste, ce qui avait contribué à l'élection de Barack Obama comme président, qui a ensuite poursuivi l'occupation américaine de l'Irak et même intensifié la guerre en Afghanistan.

La lutte actuelle en France présente d'énormes possibilités pour une rupture révolutionnaire avec la politique bourgeoise et le réformisme syndical, qui constituent une impasse dans cette époque du capitalisme en décadence, dans laquelle de véritables réformes dans l'intérêt des travailleurs ne sont plus possibles et les acquis déjà obtenus sont systématiquement arrachés. Ce dont on a besoin, c'est une direction révolutionnaire pour vaincre la politique de collaboration de classes et de faire avancer la lutte sur le chemin de la lutte de classe. Cela signifie non seulement la rupture avec les socialistes, mais aussi avec le Parti communiste (PCF), qui a propulsé dernièrement un Front de Gauche comme noyau d'un nouveau front populaire. Le présidentiable plus en vue de ce front est Jean-Luc Mélenchon, le chef du Parti de gauche (PG), qui s'est séparé du PS après les dernières élections. La politique de Mélenchon est largement une copie de la rhétorique de nationalistes populistes d'Amérique latine comme Hugo Chávez au Venezuela et Rafael Correa dans l'Équateur. En particulier Mélenchon a emprunté le slogan d'une « révolution citoyenne » de ce dernier. En ce qui concerne la politique française, il se décrit comme un « enfant du programme commun » du front populaire de l'OTAN dirigé par François Mitterrand (voir *Libération*, 20 Octobre).<sup>1</sup>

Le PG de Mélenchon a largement éclipsé les formations de l'« extrême gauche », le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) et Lutte ouvrière (LO), dont les résultats dans le scrutin présidentiel de 2006 étaient un feu de paille, qui se sont descendu ensuite à un peu plus de 1 pour cent.

<sup>1</sup> Mitterrand, l'inspirateur à la fois du socialiste « de gauche » Mélenchon et de celui de droite DSK, fut le président socialiste français dans les années 1980 et au début des années 90, qui, dans une incarnation antérieure était un ministre bourgeois constant dans les gouvernements de la Quatrième République. Il était notamment ministre de l'Intérieur au début de la guerre d'Algérie pour l'indépendance, chargé de la répression policière et plus particulièrement de la réalisation d'exécutions. À ce titre, il avait envoyé 45 martyrs algériens à leur mort (voire le nouveau livre de François Malye et Benjamn Stora, *François Mitterrand et la guerre d'Algérie* [Calmann-Lévy, 2010]). Celui qui plus tard sera dénommé socialiste commençait sa carrière politique en tant que fonctionnaire du régime collaborationniste du maréchal Philippe Pétain pendant la Seconde Guerre mondiale.



Bob Ehter/AP

**Même avec l'action policière pour dissoudre les blocages, la grève des raffineries aurait pu paralyser l'économie capitaliste. Mais elle fut terminée juste au moment que l'industrie commençait à sentir son effet. Ici au dépôt de carburants à Bassens, près de Bordeaux.**

Bien que le NPA opine de temps en temps qu'une grève générale serait une bonne idée, le nœud de la position du NPA dans la lutte actuelle est tout simplement de continuer à se mobiliser. Ainsi, le numéro du 14 octobre du journal du NPA *Tout Est À Nous* déclare, « il faut prolonger la mobilisation par la grève reconductible partout où c'est possible mais aussi par toutes les formes d'action permettant de regrouper le plus grand nombre. » (Aucune mention d'une grève générale dans ce numéro.) L'édition du 22 octobre de *TEAN*, sous le titre « Gagner c'est possible ! » s'extasie :

« Et en quelques jours, le climat a changé. C'est un tournant ! On sent partout que ça peut basculer, que la mobilisation peut l'emporter, qu'il y a une chance à saisir : que gagner c'est possible.... »

« C'est une crise sociale et politique, un mouvement profond qui appelle à la démission des Sarkozy, Fillon et autres Woerth ! Qu'ils cèdent ou qu'ils dégaignent ! »

Et, selon *DirectMatin* d'aujourd'hui, le porte-parole du NPA, Olivier Besancenot, « qui a été obligé ... de mettre en sourdine son appel à 'un nouveau Mai 68' », aurait proposé « un sommet des partis de gauche ». Cet appel est, lui aussi, « resté sans écho ».

D'un combat pour stopper l'attaque contre les droits des travailleurs, ces « anticapitalistes » ont passé à représenter la lutte comme un « mouvement » pour demander la démission du gouvernement. Pour être remplacé par quoi ? Un autre gouvernement capitaliste. Les références occasionnelles par le NPA à une « grève générale reconductible » et un « nouveau mai 68 » n'est qu'un palliatif pour contenter ceux dans leurs rangs qui voudraient être des révolutionnaires. Quand la LCR abandonnait ses derniers prétextes au « communisme » et à la « révolution » en se dissolvant et se réinventant comme le NPA, quand il abjurait toute référence à la dictature du prolétariat en faveur de la « démocratie » (bourgeoise), quand le porte-parole du NPA Besancenot dit il est tout sauf un admirateur de Lénine et de Trotsky, au moins ils sont conséquents à l'égard de leur vrai pro-

gramme de « réformer » le capitalisme. Mais essayer à réformer l'irréformable – un système basé sur l'exploitation des travailleurs, la répression raciste et la guerre impérialiste – c'est inviter l'échec.

Il est tout à fait clair que Sarkozy, Fillon, Woerth & Co. ne céderont ni dégageront de leur propre gré. Et les actuelles mobilisations ne pourront le faire non plus : des mobilisations sans fin, même s'il y auront plus (la septième « journée d'action » est prévue pour le jeudi 28 octobre, et une huitième pour le 6 novembre), finiront par s'essouffler. Avec les leviers de commande et les énormes ressources de l'Etat capitaliste à sa disposition, ce président de la droite dure, qui se veut droit dans ses chaussures de luxe, table sur l'usure des manifs ; sinon, il essaiera de les écraser. C'est possible, oui, de faire tomber un régime bourgeois, surtout un qui est largement détesté comme celui-ci, *mais cela se peut faire seulement à travers d'une lutte de classe acharnée* qui mène au combat pour un gouvernement ouvrier. Remplacer un gouvernement bourgeois par un autre régime anti-ouvrier, même s'il se qualifie « de gauche », ne sera aucunement une victoire.

Une vraie grève générale exige une préparation solide pour la confrontation avec l'État capitaliste. Pour réussir, même au niveau d'une lutte défensive, elle doit devenir une contre-offensive prolétarienne, qui soulève des demandes transitoires – de la réduction du temps de travail sans perte de salaire au contrôle ouvrier – qui ne sont pas vaguement « anticapitalistes », mais par contre incompatibles avec le capitalisme, ce qui pose une lutte pour la révolution socialiste. Rompre avec le réformisme et le front populaire pour commencer la tâche difficile de forger le noyau d'un parti trotskyste de l'avant-garde de la classe ouvrière pour conduire cette lutte, c'est la tâche primordiale en France aujourd'hui. ■

## Mai en octobre ?

*suite de la page 10*

sont à sec, tandis que les automobilistes forment des files d'attente énormes pour remplir leurs réservoirs. L'oléoduc approvisionnant en carburants les aéroports d'Orly et de Roissy dans la région parisienne fut fermé puis rouvert, bien qu'il n'est tout à fait clair d'où viendra le kérosène. Au même temps, le gouvernement donne des instructions aux compagnies aériennes pour remplir leurs avions hors de France. Le service de ferry à la Corse est annulé. Et à partir de dimanche soir, les syndicats de camionneurs ont appelé aux routiers de faire des « opérations escargot », monter des barrages filtrants à des nœuds stratégiques et d'autres actions contre la loi sur les retraites.

Une cinquième mobilisation de masse était appelée pour le samedi, 16 octobre. Côté syndical, on indique que 3 millions de personnes ont participé à 264 manifestations à travers la France (325 000 à Paris), à peu près les mêmes chiffres que la journée du 2 octobre. La police veut laisser croire qu'il y avait un léger recul, mais en tout cas il est clair que les manifs de masse ne sont pas en train de s'arrêter. Une sixième journée d'action est appelée pour le mardi 19 octobre, à la veille du vote prévu du Sénat sur la « réforme » des retraites. La parti-



Libération

Dans le cortège à Paris, 16 octobre 2010.

cipation sera probablement aussi ou plus grande que les manifestations précédentes, avec l'affluence de nouveaux secteurs. Jusqu'à maintenant – en dépit de la « radicalisation » des actions, la propagande des médias à propos de la « violence » des jeunes, et les discours musclés des ministres qui menacent d'imposer la loi à n'importe quel prix – une grande majorité de la population « soutient » la grève (52 % dans un récent sondage) ou « sympathise » avec elle (19 %). Pourtant la question clé est de savoir que se passe ensuite. Certaines confédérations syndicales laissent entendre qu'une fois la loi est votée, elles se retireront de l'affaire pour maintenir un image « respectable ».

Une « journée d'action » après l'autre ne mettra pas fin à l'offensive de Sarkozy, et les grèves isolées non plus. En répétant ces tactiques toujours sans résultat, les dirigeants syndicaux en effet aident le gouvernement à épuiser la contestation. Ce qu'il faut, et de façon urgente, c'est de mobiliser la classe ouvrière tout entière, du public et du privé, dans des *actions combatives de grève pour paralyser le pays*, d'abord parmi des secteurs clés et ensuite en progression rapide vers une *grève générale à l'échelle nationale jusqu'au retrait de la « réforme » anti-ouvrière sur les retraites*. Après tout, l'attaque sur les retraites est seulement un élément de l'offensive de la classe dirigeante contre les travailleurs. Les lycéens et les jeunes sortent dans la rue aussi pour protester contre les stages non rémunérés, les emplois intérim et précaires, les bas salaires et le chômage massif qu'ils subissent. Des centaines de milliers d'immigrés sans-papiers réclament la légalisation. Les attaques racistes du gouvernement à l'encontre des Rom et des « gens de voyage » français, en fermant leurs camps et décrétant des déportations en masse, sont un avant-goût de la répression d'état policier qu'il envisage pour tout le monde. Il faut alors déployer la force du mouvement ouvrier en défense de tous les exploités et opprimés.



Boris Horvat/AFP

Des milliers de lycéens dans la rue à Paris contre la « réforme » des retraites, le 12 octobre.

### La jeunesse se joint aux travailleurs en lutte

La dernière semaine a marqué un virage important dans les manifestations alors que la lutte entre dans sa phase décisive. Au lieu des mobilisations et des grèves d'un jour, on a commencé des grèves reconductibles, notamment sur le système ferroviaire et dans les raffineries. En plus, les lycéens et les jeunes se sont mobilisés pour la première fois en grand nombre. Le 12 octobre, il y avait des grèves dans plus de 400 lycées, dont 90 ont été totalement bloqués. Plus de 150 000 lycéens ont participé dans les mobilisations. Une pancarte très populaire disait, « Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère – Cette société-là, on n'en veut pas ! » Dans les universités il y avait des AG avec des centaines d'étudiants pour discuter les mesures à prendre. Dans les jours suivants, le nombre de lycées « mobilisées » montait jusqu'à 1 000, en tant que les manifs des lycéens se sont répandus presque partout dans le pays.

Les plus grandes se déroulaient dans d'importantes villes de province comme Toulouse (20 000 manifestants), Rennes (7 000), Bordeaux (5 000), Orléans (2 000), Le Havre, Montpellier, Nîmes, Lens et ailleurs. A Paris, plusieurs milliers se sont rassemblés devant le siège de l'association des patrons, le Medef. Une bannière en tête de la manifestation disait: « Ni bambins ni pantins », en réponse aux accusations du gouvernement qu'ils étaient trop jeunes pour protester contre une loi sur les retraites et qu'ils auront été manipulés. Des pancartes des lycéens disaient (en référence à l'épouse de Sarkozy): « Carla on est comme toi, on s'est fait niquer par le chef d'état ». Un slogan scandé de préférence, « Sarko, t'es foutu, la jeunesse est dans la rue. » Et: « Les jeunes au boulot, les vieux aux bistrot ». La pancarte d'une manifestante s'exprimait dans des termes bien personnels: « Papa, maman, je vous aurai cette retraite à 60 ans ».

Les porte-paroles du gouvernement se plaignent de l'« irresponsabilité » de mettre « des jeunes de 15 ans dans la rue » pour « quelque chose que ne les concerne pas ». Mais les lycéens ont fait valoir qu'à la suite de la loi, qui contraindra les travailleurs plus âgés de rester au travail, un million d'emplois potentiels seront éliminés, ce

qui aggravera le taux de chômage des jeunes, déjà catastrophique (26 %). Cependant, le gouvernement, médias et syndicats sont tous d'accord que l'entrée des jeunes change fondamentalement la bataille, pour la transformer dans un conflit social général plutôt que d'une question strictement syndical. Ils se souviennent de 2006, quand, après deux mois de grèves et d'occupations des universités, le gouvernement droitier de Jacques Chirac a été contraint de retirer le contrat premier embauche (CPE), la loi pour un SMIC inférieur pour les jeunes. Sarkozy aurait fait remarquer sur les jeunes qu'« il faut les surveiller comme le lait sur le feu ».<sup>2</sup> Et le quotidien *Libération* (12 octobre) faisait remarquer, « L'expérience le prouve: qui dit jeune dans la rue dit retraité attendu du projet de loi ».

La police a répondu à la mobilisation de la jeunesse avec des tactiques dures dans plusieurs villes. A Montreuil, dans le département de Seine-St Denis de la banlieue ouvrière de Paris, les flics ont tiré au visage d'un lycéen de 16 ans avec un pistolet flash-ball – une arme anti-émeute française qui tire des balles en caoutchouc – brisant ses pommettes et détachant l'œil de la rétine. Ces dernières années, plusieurs jeunes ont perdu un œil à cause de tirs de flash-ball par la police à bout pourtant. Cette provocation policière a provoqué plus encore la colère des lycéens et ainsi a servi de répandre les grèves. Un dirigeant de l'UNL, principale organisation syndicale des lycéens, signalait que plus le gouvernement dit aux jeunes qu'ils ne devons pas être dans la rue, plus ils sortent aux manifs. Le gouvernement versait de l'huile sur le feu en envoyant des lettres aux parents en leur pressant d'empêcher à leurs enfants de se manifester. Là aussi, il a eu un effet boomerang. La Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) condamnait les dérapages de la police et sortait un appel aux parents d'encadrer les manifestations lycéennes pour éviter des affrontements avec les « forces de l'ordre ».

<sup>2</sup> Selon le *Canard Enchaîné* du 8 septembre 2010, le chef d'état avait déclaré: « "Il faut à tout prix éviter une mobilisation des jeunes. Pour un gouvernement, il n'y a pas pire qu'une jonction social-éducation. Je ne parle pas des profs qui font grève dès leur retour de vacances, mais des lycéens et des étudiants. Il faut les surveiller comme le lait sur le feu ».

## La clé d'une lutte pour la victoire : un programme révolutionnaire

Actuellement, l'« opinion publique » est fortement contre Sarkozy. Trois-quarts de la population est opposée à la « réforme » des retraites et 54 % disent qu'ils veulent que « les syndicats organisent une grève générale comme en 1995 » pour obliger le gouvernement à reculer. Le 13 octobre, *Le Monde* publiait un article sur son site web avec le titre, « Il faut une grève insurrectionnelle ! » en citant une syndicaliste retraitée. Une enquête sur les valeurs européennes montre qu'un quart des jeunes français interrogés estiment qu'« il faut changer radicalement toute l'organisation de la société par une action révolutionnaire », alors qu'en 1990 seulement 6 % était de cet avis. Ainsi, la « radicalisation » de la lutte dépasse des questions tactiques. Face à la plus grave crise économique du capitalisme depuis les années 1930 – une nouvelle Dépression, en fait – et l'impuissance manifeste des démarches syndicales habituelles, on assiste à une renouvelée réceptivité aux appels à la lutte de classe et même l'agitation révolutionnaire. C'est ça qui effraie la classe dirigeante et ses lieutenants aux sommets du mouvement ouvrier dans la bataille sur les retraites.

Il faudra plus que des grèves massives « comme en 1995 » pour mettre Sarkozy à genoux. En décembre 95, une série de fortes mobilisations de millions de travailleurs du secteur public, ainsi que des grèves reconductibles dans la SNCF, RATP, la Poste, EDF, France Télécom et par d'autres travailleurs du secteur public, avait ramené la France au bord de la grève générale. Mais les sommets syndicaux avaient peur de l'appeler. Finalement, le Premier ministre Alain Juppé retirait sa « réforme » des retraites du secteur public (qui voulait faire passer le nombre d'années de service à 40), mais non pas son attaque sur la sécurité sociale, ce qui a conduit à des années de coupures dans le système de santé publique. Avec son chant emblématique de « *Tous ensemble* », le mouvement de 1995 insufflait un nouvel esprit au mouvement syndical secoué par la contre-révolution en Union soviétique et Europe de l'Est. Mais il n'avait pas apporté un programme révolutionnaire pour lutter contre l'offensive bourgeoise. En 2003, Chirac a fait passer le reste du plan Juppé sur les retraites du secteur public, aidé par la désertion de la CFDT.

Si 1995 ne fournit aucun modèle, personne en France, et certainement parmi les dirigeants syndicaux et du gouvernement, oublie 1968 – surtout depuis l'entrée d'un grand nombre de jeunes dans la lutte. La semaine dernière, alors que le mouvement de protestation des lycéens s'étendait, Olivier Besancenot, le jeune facteur qui était candidat à la présidence sur la liste de la Ligue communiste révolutionnaire et qui aujourd'hui (depuis la dissolution de la LCR) est le principal porte-parole du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), a publié une déclaration « Pour un nouveau Mai 68. » La référence à la révolte des étudiants et ouvriers de 1968 qui amenait la France au bord de la révolution et envoyait des ondes de choc à travers le monde, occasionnait un concert de hurlements de part des partisans de du gouvernement Sarkozy. Mais tandis que la soi-disant « extrême gauche » essaie de rattraper les manifestants jeunes et lycéens, cet appel n'est pas sans problèmes. D'abord et avant tout, la bureaucratie syndicale pro capitaliste dresse une barrière contre toute



Frederick Florin/AFP

### Des jeunes dans la mobilisation à Strasbourg, 12 octobre.

radicalisation en profondeur de la lutte. Ils cherchent la porte de sortie, une manière d'abandonner la lutte sans perdre la face.

Plusieurs dirigeants syndicaux ont exprimé en privé à la presse leurs inquiétudes sur la participation des jeunes. *Libération* (16 octobre) cite « le numéro 1 d'une des plus grosses centrales » qui disait : « Les jeunes, c'est la galère à les gérer ... il faut passer son temps à les séparer ». Un dirigeant de la CGT a fait remarquer, « On ne les avait appelé », mais opinait qu'il est plutôt bien qu'ils sont là, tout en s'inquiétant de la « sécurité ». Un autre dirigeant syndical s'est plaint que « les dérapages et la violence discréditent le mouvement, et le prive du soutien de l'opinion publique ». Et les bureaucrates syndicaux les plus conservateurs, notamment de la CFDT et UNSA, ont laissé entendre qu'une fois approuvée la loi par le Sénat, « d'autres formes d'action » seront nécessaires – « autrement dit la fin du mouvement », comme le résumait *Le Monde* (17 octobre). Ils peuvent hésiter à rompre les rangs ; Jean-Claude Mailly de Force Ouvrière peut inviter les jeunes dans des contingents ; Bernard Thibault de la CGT et François Chérèque de la CFDT pourront continuer leur danse de l'unité, mais en fin de compte la bureaucratie syndicale cédera tôt ou tard à la pression de la bourgeoisie, car ils sont tous engagés à travailler dans le cadre du capitalisme.

D'autre part, l'extrême gauche d'antan qui est sorti de

Mai 68 est depuis longtemps tout à fait réformiste. Dans les récentes journées d'action, les organisations comme Lutte ouvrière et le NPA n'avaient pas au départ appelé pour une grève générale (LO ne le fait toujours pas), sinon seulement pour une participation massive dans les marches. Quand les étudiants ont rejoint les mobilisations dans les dernières semaines, un de leurs slogans principaux a été pour une « grève générale jusqu'au retrait de la loi. » Alors maintenant, la NPA et les syndicats qu'il influence (notamment Sud-Rail, Sud-Éducation et la fédération syndicale Solidaires) appellent à « des grèves reconductibles jusqu'à la victoire. » Mais qu'est-ce qu'ils entendent par « victoire » : le retrait de la loi, ou tout simplement quelques modifications? Quand ils sentent la pression des jeunes, ils appellent parfois à une « grève générale reconductible ». Ça veut dire, une qui n'est pas limitée à une seule journée, ce qui équivaut à une grande parade en combinaison avec des arrêts de travail dans des secteurs où les syndicats sont plus forts. Mais déclencher une grève générale sans objectif clair, et voter chaque jour sur l'opportunité (ou non) de continuer, invite l'échec. Comme les « journées d'action » sans fin des bureaucrates, c'est un moyen de pression.

Le genre de défilés bon enfant qui ont eu lieu à plusieurs reprises cette année en France, en Espagne et en particulier dans la Grèce ne sont guère des grèves générales, lesquelles, comme l'avait souligné Léon Trotsky à maintes reprises, posent forcément la question de savoir « qui va être le maître de la maison » et de *quelle classe détiendra le pouvoir*. Naturellement, les réformistes et bureaucrates syndicaux pro capitalistes n'ont aucun désir d'élever la lutte à ce niveau, parce qu'ils n'ont pas l'intention de lutter pour le pouvoir, pour la révolution ouvrière. Ainsi, autant les sommets syndicaux comme les dirigeants de la gauche « anticapitaliste » refusent tous à appeler à une vraie grève générale, qu'ils écartent d'emblée comme « irréaliste », « de l'imaginaire », une « rève générale », et ainsi de suite. Mais les réformistes de l'ex-« extrême gauche » sont pris dans un dilemme: d'une part, ils ont peur de soulever des slogans trop d'avance sur ce que les chefs de la CGT, CFDT, FO et UNSA trouvent acceptable, mais au même temps, si ils sont trop en retard des jeunes, ils risquent de perdre des recrues potentielles. Donc ils essaient de se positionner quelque part entre les deux.

Ce n'est pas du tout la politique d'une direction révolutionnaire qui cherche à jeter les bases pour la lutte qui s'impose. Au contraire, de telles politiques suivistes mèneront les manifestants dans une impasse. Même la presse bourgeoise sait parfaitement ce qu'on devrait faire, mais qu'on ne fait pas. Un éditorial paru dans *Libération* (14 octobre) fait référence au « drôle de grève », rappelant que les dirigeants syndicaux se battent contre un projet de loi, sans exiger qu'il soit retiré ; que bien que les mobilisa-



**Les étudiants se réunissaient avec les ouvriers de Renault à Billancourt, le 17 mai 1968.**

tions soient énormes, les grèves sont limités à quelques secteurs, et surtout pas plusieurs catégories historiquement les plus combatives. « On peut concevoir une grève par procuration, menée par une avant-garde valeureuse mais minoritaire » (ce qui veut dire, que des militants pourraient mettre en place des piquets de grève que d'autres travailleurs ne franchissent). « Les cheminots sont prêts, sur le papier, à ouvrir la voie en bloquant les rails. Mais ils ne sont pas candidats au rôle de kamikazes du mouvement social ». (Les cheminots sont principalement organisés à la CGT, sous l'influence de – mais non plus étroitement contrôlé par – le Parti communiste, et dans Sud-Rail de l'« extrême gauche »).

Pour que cette lutte gagne une victoire véritable et durable, il faudrait non seulement des revendications vaguement « anticapitalistes », mais un *programme de transition* qui mène vers la révolution socialiste. Une lutte sérieuse pour la grève générale appellerait dès maintenant à la formation de *comités de grève élus*, comme moyen d'arracher le pouvoir de décision des mains des bureaucrates syndicaux pro capitalistes. En raison de la division du mouvement syndical français en plusieurs confédérations syndicales concurrentes, les grèves d'envergure produisent souvent des coordinations au niveau local ou régional. Lors de la dernière grande grève des camionneurs *Le Monde* (5 novembre 1997) notait qu'en 1992, « les syndicats avaient perdu le contrôle du mouvement au profit de coordinations spontanées et 'jusqu'aboutistes' ». Les comités de grève élus par la base de toutes les fédérations ainsi que par les non-syndiqués seraient aussi un pas réel vers le syndicalisme industriel.

Pour renforcer les liens entre les syndicats et la jeunesse, et pour mobiliser les travailleurs et jeunes d'origine immigrée dans les banlieues, les syndicalistes de lutte de classe doivent se battre non seulement pour arrêter la « réforme » des retraites, mais aussi pour *une semaine de travail radicalement réduite, sans réduction de salaire*, pour créer des emplois pour tous. Ils doivent lutter contre l'explosion des emplois temporaires, les CDD et des travailleurs « jetables » en revendiquant *la sécurité d'emploi et l'égalité des droits pour tous les travailleurs*, dès le mo-

ment qu'ils commencent à bosser. Et ils devraient mobiliser la force des syndicats pour exiger la *fin des expulsions des Roms* ; pour bloquer la destruction de leurs camps, avec des *piquets ouvriers de défense* ; et pour demander la *liberté de circulation et les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés*. Plusieurs dirigeants des centrales syndicales CFDT, CGT et FO ainsi que porte-paroles du NPA ont signé un « appel citoyen » pour la défense des Roms (lequel, toutefois, soutient la « sécurité républicaine » et insiste sur le « respect nécessaire de l'ordre public »). Pourtant, le 12 octobre, le jour même que l'Assemblée nationale votait la raciste loi Bresson sur l'immigration et la nationalité, il n'y avait guère (voire pas du tout) mention de cela dans les tracts et pancartes des syndicats *et des groupes d'extrême gauche* dans les mobilisations contre la loi sur les retraites.

Un article dans *Libération* fait référence à des éléments d'une « situation prérévolutionnaire » aujourd'hui, et met en évidence une citation de Lénine sur le rôle de la jeunesse dans la révolution. Mais quand un réformiste comme Besancenot du NPA parle d'un « nouveau 68 », il se livre en bonne partie au vieux sport français de « *épater le bourgeois* », comme Baudelaire l'aurait dit. En revanche, l'ex-soixante-huitard Daniel Cohn-Bendit écarte avec mépris l'éventualité d'un nouveau 68, ou même d'une grève générale. Aujourd'hui « Danny le vert », maintenant un député bourgeois au Parlement européen, appelle aux syndicats à organiser « un Grenelle avec la gauche ». (En 1968, l'accord de Grenelle entre les sommets syndicaux et Georges Pompidou, premier ministre de De Gaulle, fut massivement *rejeté* par les grévistes !) Sans aucun doute, Mai 1968, lorsque les étudiants se sont rejoints à jusqu'à dix millions de travailleurs dans une grève générale qui a duré plus de deux semaines, est un point de référence. La situation aujourd'hui est différente à bien des égards, surtout pour avoir lieu dans le contexte d'une profonde crise économique capitaliste. Mais cela ne fait qu'accroître le potentiel révolutionnaire. Le vrai problème de cet appel, c'est que *Mai 68 fut vaincu*. Les réformistes du Parti communiste sont montés à bord de la grève générale, qui n'était pas leur initiative et qu'ils ne voulaient pas, pour mettre fin à l'agitation. Et l'« extrême gauche » n'avait pas le programme révolutionnaire pour les combattre.

En 1968, au lieu d'agiter pour le contrôle ouvrier et l'occupation des usines autour du pays, comme faisait Trotsky dans les années 1930 et dont on a déjà vu les débuts en mi-mai, Ernest Mandel et ses partisans dans la JCR (Jeunesse Communiste Révolutionnaire) ont rejoint



Robert Pratta/Reuters

**Les flics tirent au flash-ball contre les jeunes manifestants à Lyon, 19 octobre.**

les sociaux-démocrates de gauche en appelant pour des « réformes structurelles anticapitalistes » et l'« auto-gestion ». D'autres pseudo-trotskyistes, comme les disciples de Pierre Lambert avaient abandonné les barricades au point fort de la lutte, alors que Lutte ouvrière s'est contentée de se livrer aux luttes à l'échelle de l'usine, tout en fustigeant les étudiants qui « déclenchent des bagarres dans le simple but d'imiter les étudiants allemands » ! (Aujourd'hui, la principale consigne de LO est, « Ce qu'un parlement fait, la rue peut le défaire ». Certes, mais comment ?) Une direction véritablement communiste appellerait à une grève générale défensive contre l'attaque du gouvernement Sarkozy dans la perspective d'avancer vers « un nouveau Mai 68 qui va jusqu'au bout », à la lutte pour le pouvoir, pour la révolution ouvrière. Et la clé de cette lutte, c'est forger un parti ouvrier authentiquement léniniste et trotskyste. ■

**Libération inconditionnelle des tous les arrêtés lors des manifestations et annulation des inculpations !**

Pendant les dernières semaines, la police a répondu aux manifestations des lycéens contre la loi sur les retraites avec une répression féroce. Quelques milliers de jeunes ont été interpellés et des centaines ont été placés en garde à vue sous accusation d'être des « casseurs ». Beaucoup des détenus sont des jeunes de banlieue d'origine immigrée qui sont toujours la cible des attaques racistes des flics, et qui sont qualifiés dans la presse bourgeoise d'être l'« autre jeunesse ». Les vrais « casseurs » sont la police, bras armé du capital et professionnels de la répression anti-ouvrière. Nous disons : policiers hors des syndicats ! Le mouvement ouvrier doit exiger la **libération immédiate et inconditionnelle de tous les détenus et annulation de toutes les inculpations. A bas la raciste répression « républicaine » !**

**Pour se renseigner sur la Ligue pour la Quatrième Internationale, adresser toute correspondance à: LQI, Box 3321, Church Street Station, New York, NY 10008, États-Unis  
E-mail: internationalistgroup@msn.com**

**Visitez notre site sur l'Internet : [www.internationalist.org](http://www.internationalist.org)**

# L' Internationaliste

Travailleurs et jeunes en lutte bouleversent la France

## Mai en octobre?

### Le spectre d'un nouveau 68



Stéphane Mahe/Reuters

**Blocage du dépôt de carburant à Donges, 15 octobre. Il faut paralyser le pays pour vaincre l'offensive anti-ouvrière de Sarkozy.**

### **Le grand obstacle: les dirigeants syndicaux pro-capitalistes et l'ex-« extrême gauche » passée au réformisme**

18 OCTOBRE – Lors de la journée nationale d'action de mardi, 12 octobre, quelque 3,5 millions de travailleurs et de jeunes en France sont descendus dans la rue pour protester contre le projet de loi du gouvernement droitier de repousser l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans (et à taux plein, de 65 à 67 ans). C'était la quatrième journée nationale de grèves et de mobilisations contre la loi sur les retraites depuis la rentrée début septembre. Bien qu'il y eût encore plus de monde dans la rue cette fois, le président Nicolas Sarkozy et son cabinet étaient persuadés que les manifestations s'essoufflaient, et c'était le moment de procéder à leur prochaine « réforme » anti-ouvrière. Une grande erreur.

Au lieu de cela, les mobilisations des travailleurs et jeunes continuent d'accroître, accompagnées par une montée de répression dure par les flics. Déjà le vendredi 15 octobre, après plusieurs jours de tumultueuses manifestations lycéennes, un « syndicat » policier se plaint (avec quelque exagération) de « scènes de guérilla urbaine » dans les villes de l'Hexagone.

Des grèves persistent à la SNCF et dans les raffineries du pays. Vendredi, la police antiémeutes a dispersé des piquets de grève devant plusieurs dépôts de carburant, seulement pour voir les deux dernières raffineries débrayer en réponse. Plusieurs centaines de stations-service

*suite à la page 5*